

« Couper les liens entre la Wallonie et Bruxelles, c'est nous affaiblir »

COMPÉTENCES Rudy Demotte dit non au transfert de l'enseignement et de la culture

► Les ultra-régionalistes poussent, au MR, au PS.
► Le ministre-président de la Communauté française ne laisse pas passer : « Nous n'avons pas de lien territorial, il faut une coordination structurée, stratégique ».

Les ultra-régionalistes poussent. Le ministre-président (PS) de la Communauté française refuse de céder. Arguments et flèches.

Des parlementaires (Collignon, Dermagne, Martin), Thierry Bodson pour la FGTB wallonne, Jean-Claude Van Cauwenberghe mercredi dans ces colonnes... Ils disent en gros : tout aux Régions ! Et exit la Communauté. Cela vous inspire ?

Chez moi, l'attachement aux Régions est une évidence : jusqu'en 2014, j'ai opéré comme ministre-président wallon, en même temps que ministre-président de la Communauté, et en 2008, avec Charles Picqué, nous avons lancé la Fédération Wallonie-Bruxelles qui apportait une forme de reconnaissance supplémentaire au fait régional bruxellois... Pour le reste, je rappelle qu'il n'y a pas de contiguïté territoriale entre Bruxelles et la Wallonie, et on se souvient que cela avait fait l'objet de spéculations fantaisistes sur la création d'un « couloir », d'un « tunnel »... Au-delà de la fantaisie, cela traduisait la crainte de voir Bruxelles mise dans une position insulaire. Cela vaut aussi au plan institutionnel. On ne sait pas ce qu'il adviendra de la Belgique demain. Je veux mettre la Fédération au service des Régions, et préserver un lien permanent de coordination.

Avons-nous intérêt à faire disparaître une institution pour reconstruire des liens uniquement via des accords de coopération, comme certains le souhaitent, alors que les Flamands, eux, ne font pas la même chose de leur côté ? Vont-ils renoncer à la fusion Communauté-Région pour se replacer, eux aussi, dans l'option du tout aux Régions ? Faire cela, seuls de notre côté, ce serait un recul, nous affaiblir.

C'est un raisonnement défensif.

Offensif ! La défense, c'est de se recroqueviller, l'attaque, c'est d'avoir une stratégie de moyen et long termes. Je suis dans une démarche dynamique, je n'exclus pas des aménagements, mais il faut garder un pont, je veux dire une coordination structurée et stratégique. Nous n'avons pas de lien territorial, alors, ne nous affaiblissons pas, c'est stratégique.

Les ultra-régionalistes soutiennent que sans enseignement et sans culture, une entité politique ne connaît pas d'essor.

Si l'on prend le raisonnement sur l'enseignement, ils disent qu'il faut le rapprocher des bassins scolaires, plus proches des réalités socio-économiques... Qui a conçu les bassins ? Qui a créé le premier bassin d'enseignement technique ? Qui a ouvert la collaboration entre formation et enseignement ? Votre serviteur. En fait, le raisonnement concerne avant tout l'enseignement technique et professionnel... qui est entre les mains de

qui ? Essentiellement des provinces. L'argument de la proximité territoriale est donc déjà rencontré.

Il faut distinguer ces questions de fonctionnement, de pouvoirs organisateurs, de celles relatives au « normatif », s'agissant ici des statuts des profs, des pro-

grammes scolaires, de l'inspection, du pilotage pédagogique... Faudrait-il s'orienter vers des statuts différents pour les enseignants à Bruxelles et en Wallonie ? Ou des programmes d'enseignement général différents ? Avec les mathématiques bruxelloises et les maths wallonnes ? Les cours de français bruxellois et le français wallon ? Qui soutient cela sérieusement ?

J'ajoute : si l'on va jusqu'à remettre en cause le normatif, alors on pourra tenir le même raisonnement par rapport à d'autres secteurs, je pense à la sécurité sociale, et ce n'est pas précisément dans l'ADN socialiste, me semble-t-il.

Transférer la culture ?

La politique culturelle, c'est d'abord la réponse à une série de problèmes d'organisation : nombre de maisons de la culture, financement des associations, etc. Les Régions sont déjà présentes à cet égard, je pense à la politique patrimoniale, une série d'aides matérielles. Mais la culture, c'est aussi la langue. Elle dépasse les frontières de Bruxelles et de la Wallonie, et il faut garder un organe qui puisse la porter à l'intérieur comme à l'extérieur. Cet organe, c'est la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Communauté française reconnue dans le monde.

Même chose pour l'aide à la presse : régionaliser ? Et la RTB ? Faut-il une RTBB, une RTBW, et une RTBWG pour les germanophones ?

Reste la politique sportive, l'aide à la jeunesse : transférables ?

Sport ? Tout ce qui a trait aux infrastructures est déjà transféré, pour le reste, par exemple en matière de dopage, faut-il des règles différentes en Wallonie et

à Bruxelles ? Aide à la jeunesse : un jeune a des difficultés à Bruxelles, il doit être accueilli dans un centre en Wallonie, va-t-on entraver sa mobilité ?

Reste qu'au PS, certains visent

un « congrès wallon ». Chaud ! Opportun ?

C'est une question qui relève du parti, je ne me prononcerai pas.

Mais vous vous sentez soutenu par votre parti ?

Dans la mesure où le débat est ouvert et où les problématiques ne sont pas tranchées officiellement, ma ligne est celle-ci : la défense de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Mieux : la promotion institutionnelle des intérêts communs des francophones.

Parmi les régionalistes, on n'utilise quasiment plus ce mot :

« francophone »...

... Alstubliëft ?

Le ministre-président de la Communauté se sent-il menacé ?

Au contraire, il est exalté car il aime bien les débats. En faisant parler d'elle, la Fédération Wallonie-Bruxelles démontre qu'elle est un enjeu.

C'est un peu cynique comme raisonnement, mais je me sers du cynisme contre ceux qui l'utilisent.

Tout de même, voir le leader de la FGTB wallonne, Thierry Bodson, s'avancer comme il l'a fait, c'est important...

Oui, je le connais depuis des années. Il est en phase avec ce qu'il a toujours dit.

Oui, mais là, il le redit très fort.

Pour les sourds, peut-être parce que ce n'était pas audible. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
BERNARD DÉMONTY

ANALYSE

De gauche ?

On n'est pas vraiment dans ce que nous appellerons les questions primordiales prioritaires - terrorisme, FN, crise économique -, mais celles qui ont trait à notre enseignement, notre politique culturelle, nos institutions politiques à nous, Wallons et Bruxellois francophones, ne sont pas négligeables. Ajoutez la pression nationaliste de la Flandre qui

requiert une stratégie claire en face, et voilà le contexte. Or, donc, au-delà desdites questions primordiales, le PS s'achemine vers un débat sur le maintien ou non de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le transfert aux Régions des compétences en matière d'enseignement et de culture. Ce qui ne déchire pas les foules ni les militants, comme ce fut le cas jadis au plus fort du « combat fédéraliste » (le fait régional est acquis - conquis), mais n'est pas moins de nature à faire se

confronter les partisans du tout aux Régions et de la Fédération. Un débat est un débat. Et celui-ci, on le voit avec les prises de position des Bodson-Collignon d'un côté (on attend Marcourt), Demotte-Courard de l'autre (on attend Elio Di Rupo au milieu), chauffe déjà. Au fond, les socialistes auront à se poser quelques questions basiques : qu'est-ce qui est le plus utile pour les gens ? Aussi : quelle formule est-elle la plus... de gauche ? Bonne question.

D. CI ET B.DY

identité wallonne « Ma vision positive »

Jean-Claude Van Cauwenbergh (dans « Le Soir », mercredi), a exalté l'« identité wallonne ». Et vous ?

Mon grand-père, Raoul Demotte, avait milité à Wallonie libre... Voilà d'où je viens. On ne fait pas des chiens avec des chats.

Alors, oui, il est important de cultiver une vision positive de l'identité wallonne. Qui, notez-le, a longtemps été évoquée par défaut, un peu comme la somme des complexes par rapport à une Flandre « plus laborieuse, plus rapide, plus moderne » et toutes ces faussetés.

Bref, oui, il faut cultiver une identité wallonne positive, porteuse naturellement.

Je ne veux pas pour autant que cela devienne un élément de dilution de l'autre identité, celle des francophones de Belgique, qui est elle-même, d'ailleurs, la meilleure base

pour cultiver les identités wallonne et bruxelloise.

Il ne faudrait pas que les francophones soient orphelins de ce maillon - la Communauté française - qui permet de dépasser les territoires de Wallonie et de Bruxelles.

Au passage, je rappelle qu'un chantier des idées du PS sera consacré à ces questions.

Donc, comme Jean-Claude Van Cauwenbergh, je vois

une identité wallonne ouverte et progressiste, contraire à la logique fermée et conservatrice de la N-VA au Nord, où l'identité colle à la nation.

Oui, mais lui, Van Cau donc, juge que le maintien de la Communauté empêche la Wallonie d'advenir...

Ce que la Communauté apporte de plus, c'est le commun dénominateur de la langue,

qui nous permet notamment de nous manifester et d'être reconnus à l'échelle internationale - j'en fais l'expérience lors de mes déplacements -, cela avec un message qui valorise Bruxelles et la Wallonie.

Au fait, vous aviez parlé de « nationalisme wallon » dans une interview il y a plus d'un an...

Un emportement, un mésusage du vocabulaire, j'avais précisé tout de suite ce que j'avais voulu exprimer, c'est-à-dire l'importance qu'à un moment donné, en plus des plans Marshall et toutes ces choses, il y ait une communauté de valeurs positives qui fasse bouger les gens ensemble. ■

Propos recueillis par
D.Ci et B.Dy